

NOUVELLES ÉCONOMIQUES

États-Unis : les baisses d'impôts permettront-elles d'accélérer la croissance?

La Maison-Blanche et les leaders républicains du Congrès ont publié la semaine dernière la plus récente version de leur programme de réforme fiscale. Ce plan précise un peu plus ce qui avait été sommairement annoncé en avril. Il y manque cependant encore beaucoup de détails et ce sera éventuellement au Congrès de combler ces lacunes.

Pour les ménages, les principales mesures soumises sont une diminution de sept à trois du nombre de taux marginaux d'imposition, une augmentation de la déduction fiscale standard ainsi que l'élimination de l'impôt minimal alternatif et de l'impôt sur les successions. Certains crédits et déductions seraient éliminés. Pour les entreprises, on remarque surtout la diminution du taux d'imposition de 35 % à 20 %, la mise en place d'un taux de 25 % pour les entreprises individuelles et la possibilité pendant au moins cinq ans de déduire immédiatement leurs investissements en équipements.

Est-ce que ces mesures permettront à la croissance économique de s'accélérer? Généralement, toute mesure qui amène une augmentation du revenu disponible des ménages devrait avoir un effet positif sur la consommation. Toutefois, plusieurs facteurs peuvent influencer l'ampleur de l'effet. On pense, entre autres, à l'état général de l'économie, à la propension des ménages à épargner et à qui s'adressent principalement les changements fiscaux. Dans le cas du plan proposé, plusieurs éléments permettent de douter de son efficacité. Premièrement, l'économie a de moins en moins de capacités de production inutilisées. C'est d'ailleurs pourquoi la Réserve fédérale (Fed) a commencé à normaliser sa politique monétaire. Deuxièmement, la plupart des analyses effectuées jusqu'à maintenant montrent que ce sont surtout les ménages les plus riches qui profiteront de baisses importantes d'impôts (que ce soit en dollars ou en proportion du revenu). Les ménages plus fortunés ont généralement un taux d'épargne plus élevé, ce qui diminue les effets sur la consommation et la croissance.

Du côté des entreprises, la baisse suggérée du taux d'imposition est impressionnante. Toutefois, le taux d'impôt effectif payé par les entreprises se situe déjà entre 20 % et 25 % selon les estimations grâce, notamment, à de nombreux crédits d'impôt. L'effet net risque donc d'être modeste. De plus, les marges bénéficiaires et le niveau des profits sont élevés présentement aux États-Unis et l'on peut douter qu'une nouvelle hausse de ces marges profite grandement à la croissance. On peut être plus encouragé dans le cas des incitatifs à l'investissement. Surtout si ceux-ci favorisent une accélération de la productivité et, ultimement, un PIB potentiel plus vigoureux.

IMPLICATIONS

Au mieux, les baisses d'impôts proposées par la Maison-Blanche et les républicains pourraient avoir une modeste incidence positive sur la croissance. Toutefois, considérant le coût budgétaire de plus de 2 000 G\$ US sur dix ans, selon les estimations d'organismes non partisans, le jeu en vaut-il la chandelle? Surtout que le contexte économique actuel demande moins une impulsion temporaire qu'un effet de long terme sur le potentiel de croissance qui pourrait être appuyé davantage par d'autres types de politique. Cela dit, il faut aussi douter de la capacité de l'administration Trump et des leaders du Congrès à livrer la marchandise, à l'image de ce que l'on a vu dans le dossier des soins de santé. En conclusion, il est plus prudent d'attendre avant d'intégrer cette réforme fiscale dans notre scénario de croissance économique américaine; la Fed ferait bien de faire de même.

Francis Généreux, économiste principal

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste principal
Benoit P. Durocher, économiste principal • Francis Généreux, économiste principal • Jimmy Jean, économiste principal • Hendrix Vachon, économiste principal
Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.